

~~VK - CA - BFR - WIA~~ → a.132.1 (BRF) ~~STE~~

Embargo: mercredi 3 mars 1993, 08h30

Seul le texte parlé fait foi

A l l o c u t i o n

de M. René Felber

Chef du Département fédéral  
des affaires étrangères

devant l'Assemblée fédérale  
à l'occasion de son départ

Berne, le 3 mars 1993



Monsieur le Président de l'Assemblée fédérale,  
Mesdames et Messieurs les Parlementaires fédéraux,

Se trouver contraint par des circonstances qui échappent à sa volonté de renoncer à une tâche certes absorbante, mais surtout fascinante, ne facilite pas la venue des phrases qui se prononcent au moment de prendre congé.

Il est bien juste que je vous remercie sincèrement, vous d'abord, Monsieur le président, de votre amitié spontanée et des mots élogieux que vous venez de prononcer, vous ensuite Mesdames et Messieurs, dont les exigences et les multiples questions qui, vous le savez, ont toujours pour effet d'inciter les membres de l'exécutif à de nouveaux efforts, d'avoir soutenu fidèlement les engagements que le Conseil fédéral souhaitait faire prendre à notre pays.

Avec les deux Chambres de l'Assemblée fédérale, le Conseil fédéral a pu conduire une politique extérieure qui a évolué de manière à faire face aux graves événements qui ont modifié le visage de l'Europe et du monde au cours de ces dernières années.

Chacun, en Suisse, s'est senti concerné par ce qui se déroulait et se déroule encore à l'extérieur de nos frontières. La politique étrangère et les relations extérieures s'inscrivirent soudain dans notre quotidien et nos concitoyens mesuraient et mesurent l'importance de ce domaine dans leur vie et celle de nos institutions d'une manière plus concrète qu'à travers les plus beaux discours académiques.

Cette découverte c'est en fait celle de notre appartenance à un continent et à un monde dont les soubresauts, les peines et les drames ne sont pas sans effet sur

notre propre société nationale. C'est aussi la manière de mesurer la nécessaire solidarité qui doit porter nos relations avec les autres.

Au moment où je m'apprête à quitter mes fonctions, je peux clairement vous avouer combien elles m'ont passionné et combien souvent j'ai regretté l'impossibilité d'aider davantage et mieux ceux qui souffrent, ceux qui changent, ceux qui cherchent la paix et la justice. Je mesure mieux l'impuissance qui est la nôtre et celle de nombreux Etats devant les douleurs de certains peuples, je mesure aussi la faiblesse des mots surtout dans notre monde où leur avalanche quotidienne leur fait trop souvent perdre leur valeur et leur force. Je connais l'âpre stoïcisme de celui qui ne peut rien et n'intervient pas parce qu'au-delà d'un instant il y a à assurer les constantes qui rendent une politique crédible. Même si l'on peut penser que l'exercice du pouvoir entraîne un certain durcissement, il demeure vrai pourtant que la dimension d'être humain, qui implique force mais aussi faiblesse est indispensable à tout homme politique.

Le gouvernement représente pour ceux qui en ont la charge la difficile gageure de conserver ses convictions profondes et la nécessité de choisir ce qui est possible. Ce qui paraît parfois paralysant peut pourtant devenir efficace si l'on songe à servir ses idées et à travers elles son pays sans jamais songer à l'éphémère gloire personnelle.

Après près de trente ans d'engagement dans les exécutifs, je suis heureux de constater que si l'expérience acquise me permet d'utiliser mieux les subtilités du monde politique, mes convictions premières, les idées qui m'ont conduit à m'engager sont restées intactes. Je crois encore et toujours que la majorité des individus se voit imposer un destin qu'elle n'a pas choisi et que son sort doit

nous préoccuper dans un effort permanent pour plus de justice et d'équité. Je crois qu'il y aura toujours des faibles et des défavorisés en Suisse et dans le monde et que notre devoir est de sauvegarder leur dignité d'êtres humains.

Homme d'exécutif, j'ai l'audace de croire encore et toujours que la force de la démocratie réside dans la claire définition des compétences entre les pouvoirs que la constitution impose.

Homme de gouvernement, j'ai appris à mesurer combien les problèmes des autres Etats doivent nous entraîner à une grande modestie. Le respect des autres, de leurs cultures, de leurs traditions, de leurs différences nous entraîne chaque jour à davantage de solidarité, davantage de générosité et à moins de conseils.

Merci Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres de l'Assemblée fédérale, de m'avoir confié une tâche aussi noble et difficile et pardon de devoir aujourd'hui la quitter. Je resterai pourtant fidèle à ce qui m'a conduit.